

LA GRANDE INTERVIEW

redaction@sonapresse.com

Michel Essonghe : "Une lourde responsabilité mais une mission exaltante"

EXPÉRIENCE, connaissance parfaite des arcanes du pouvoir, entregent, pondération... On disait Michel Essonghe cocher toutes les cases pour occuper le poste de Haut-Commissaire général de la République auquel il a été nommé le 4 mars. 100 jours après, où en est-il avec ses collègues et vers quelle direction s'oriente-t-il ? Suivant quel calendrier ?

Propos recueillis par MBA ASSOUME & ONDOUBANTSIBAH
Libreville/Gabon

L'Union : Comment avez-vous accueilli votre nomination, le 4 mars dernier, au poste de Haut-Commissaire général de la République ?

Michel ESSONGHE : Je voudrais, avant tout, vous remercier, au nom de l'ensemble de mes collègues et au mien propre, de l'opportunité que vous me donnez, en ma qualité de Haut-Commissaire général de la République, de m'exprimer dans votre journal. Plus de trois mois après notre nomination, il est, en effet, essentiel que nos compatriotes appréhendent nos missions, ainsi que les enjeux derrière la volonté du président de la République lorsqu'il nous a nommés à ces hautes et prestigieuses fonctions. Pour ma part, ce fut d'abord une surprise. Lorsque j'ai appris la décision du Conseil des ministres qui me portait à la tête du Haut-Commissariat de la République, après la surprise, mes sentiments se sont résumés en trois mots : gratitude, humilité et responsabilité. C'est avec gratitude, humilité et responsabilité que nous avons accueilli, mes collègues et moi, les lourdes charges que le président de la République vient de nous confier. Être à ses côtés, accompagner ses prises de décision en amont comme en aval pour une meilleure adaptation des politiques publiques en réponse aux aspirations profondes du peuple

gabonais, est une lourde responsabilité, mais aussi une mission exaltante. Nous espérons de tout cœur mériter pleinement cette confiance. La gratitude nous oblige, une nouvelle fois, de réitérer au président de la République, nos remerciements les plus chaleureux pour le choix porté sur nos modestes personnes.

Cent jours après, l'idée d'une difficile mise en route affleure dans les commentaires. Un confrère a même osé, récemment, le terme de désenchantement. Avez-vous le sentiment d'avoir déçu les attentes de vos compatriotes ?

Ou, pensez-vous agir selon le chronogramme que vous avez défini ?

Comme je viens de vous le dire, mes collègues et moi avons accueilli avec humilité et responsabilité les missions qui nous ont été confiées par le président de la République, SE Ali Bongo Ondimba. Les enjeux et défis actuels auxquels est confronté notre pays ont un impact significatif sur chacun d'entre nous, sur nos familles, sur nos descendances respectives. Le quotidien de plusieurs de nos compatriotes n'est

pas simple, et beaucoup s'interrogent à juste titre sur leur avenir, sur celui de leurs enfants. Fort de tout ce qui précède, depuis notre nomination, nous avons entamé, sur la base de notre programme de travail, un ensemble de rencontres et d'échanges avec les représentants de tous les corps de notre pays : social, économique, associatifs, institutionnels. Conformément à la feuille de route qui nous a été prescrite par le chef de l'État, nous avons mené des réflexions, consulté, recommandé et soumis au président de la République, en toute indépendance, les résultats de nos analyses et recommandations. Le travail se poursuit. Il ne peut y avoir de place pour le désenchantement ou la résignation. Nous le devons au président de la République, chef de l'État et autorité de nomination ; nous le devons à nos compatriotes qui attendent une amélioration significative de leurs conditions de vie, et nous le devons aussi et surtout au serment que nous avons prêté lors de notre nomination.

Vous l'évoquiez tantôt, Primature, Assemblée Nationale, Sénat, Cour Constitutionnelle, Haute autorité de la communication. Vous avez effectivement multiplié les rencontres dès votre prise de fonction, auprès des responsables de ces différentes institutions. Quels enseignements en avez-vous tirés ?

Les institutions auxquelles vous venez de faire allusion sont parmi les plus importantes dans la régulation de la vie politique, sociale et économique de notre pays. Il nous a donc paru essentiel



Responsabilité

occuper ce poste de Haut-Commissaire général de la République ? Ses réponses.

d'aller à leur rencontre afin d'échanger sur la compréhension mutuelle que nous avons des missions du HCR. Mieux, vous conviendrez avec nous, que la réussite des missions qui nous sont assignées dépend de la collaboration étroite avec ces différentes institutions. Pour l'essentiel, ces visites ont été fructueuses dans le sens où nous avons pu cerner la juste vision que chacune de ces institutions porte sur la nécessité d'une collaboration active entre les différentes institutions qui ont un rôle majeur dans la marche en avant de notre pays. Il est donc indispensable pour nous, dans notre rôle auprès du chef de l'État, d'être en interactions avec elles.

L'ancrage de la démocratie devrait faire partie de votre champ d'action. Or, depuis que vous avez commencé vos rencontres, les acteurs politiques semblent ne pas être à l'ordre du jour ; encore moins la société civile. Serait-ce un oubli, ou une volonté de ne pas travailler avec ces forces vives de la nation ?

La nécessité d'interagir avec les institutions républicaines et les acteurs de la vie publique sur la stabilité et le maintien des valeurs démocratique est en effet une des missions du HCR. Par conséquent, pour maximiser, optimiser nos chances de réussite, nous avons vocation à travailler avec tous les acteurs de la vie économique, sociale et politique de notre pays : les institutions, le gouvernement, les acteurs de la vie politique et, naturellement, la société civile. À cet effet, après les rencontres avec les institutions que vous avez évoquées dans une précédente question, nous sommes rentrés dans une phase plus active de notre travail qui ne sera pas forcément médiatisée. Dans cet esprit, dans la sérénité et la confiance qu'exigent les sujets de tous ordres, nous consultons les uns et les autres, au gré de la disponibilité de chacun et nous travaillons progressivement avec tous les acteurs que vous avez cités. Et à l'occasion, sans pour autant être exhaustif, notez que nous avons déjà travaillé avec la coordination du PAT, la Haute autorité de la communication...

... que nous avons également cité. En effet. Il y a aussi les syndicats des retraités réunis autour de la Machette syndicale et l'Anareg, les comités de direction de la Cnamgs, CNSS, GZES Aéroport, la SEEG, etc. L'objectif pour nous est d'aider au renforcement de la démocratie, à la promotion du vivre-ensemble, à l'instauration et à l'entretien d'un climat plus favorable au développement harmonieux de notre pays. C'est une mission qui nous a été prescrite par le chef de l'État et cela ne saurait se faire sans un

« Le débat démocratique permanent et apaisé (...) est une voie parmi tant d'autres pour se préserver des tensions »

dialogue inclusif franc, permanent et fructueux avec toutes les strates de notre société.

On a pas mal épilogué sur les missions du HCR. Comment les définiriez-vous, vous-même ?

Le Haut-Commissariat de la République est un organe au service du président de la République. Il a pour vocation première le suivi-évaluation et la mise en œuvre de l'action globale du chef de l'État. En cela, il a donc en charge : les missions de suivi, d'observation, et de relais de son action politique ; d'interagir avec les institutions et les acteurs de la vie politique sur la stabilité et le maintien des valeurs démocratiques ; de proposer les modalités de réalisation de l'action politique du président de la République ; de dresser des rapports et bilans de l'activité du président de la République, et enfin de promouvoir l'animation du débat politique auprès des populations. Comme vous le constatez, les missions du HCR sont larges et couvrent tous les champs de la vie politique, économique, et sociale du pays, conformément à l'amplitude de la fonction présidentielle elle-même. Elles concernent ainsi, l'action des institutions politiques, du gouvernement, de la haute administration, des partis politiques, de la société civile, des jeunes, des territoires, des femmes et des aînés.

En réalité, tous les corps sociaux de la nation gabonaise sont concernés et pris en compte dans le champ de compétence du HCR.

Ces missions, suivant quelle méthodologie et selon quel calendrier comptez-vous les remplir ? À quel stade vous trouvez-vous, plus de trois mois après ?

L'étendue, la complexité et l'interconnexion des composantes du champ de compétence du HCR nécessitent une stratification à la fois sectorielle (politique, économique et sociale) et temporelle des différentes actions répertoriées. À cet effet, notre démarche vise à considérer, d'une part, les actions et initiatives de très court terme comme de court terme et d'autre part, celles de moyen et de long terme. Tout ceci requiert donc, au préalable, l'identification minutieuse des engagements qu'il a pris depuis son avènement à la tête du pays. Il est apparu alors nécessaire pour nous

de dresser un état des lieux dans l'ensemble des domaines régaliens sur lesquels s'inscrivent les attentes des populations qui l'ont élu, avec le légitime espoir de récolter l'amélioration de leurs conditions de vie et d'existence. C'est donc sur le fondement desdits engagements contenus notamment dans le PSGE et dont le Plan d'accélération de la transformation (PAT) est une émanation synthétique actualisée que s'inscrit la déclinaison opérationnelle de notre feuille de route. Au total, notre approche méthodique et méthodologique repose ; primo, sur un état des lieux des politiques décidées par le président de la République sous toutes ses dénominations ; secundo, faire le point des dossiers non exécutés ; tertio, sur la réalisation des préoccupations à résoudre dans le court terme, prioritairement celles qui ont un réel impact sur le quotidien des Gabonais.

Il n'est pas un gouvernement bis. Ses interventions ne peuvent être que ponctuelles et donc rien de comparable avec le gouvernement en charge de la conception et la mise en œuvre des politiques publiques. Par conséquent, il n'y a aucune confusion possible entre les missions du HCR avec celles du gouvernement.

Quels sont donc les sujets qui, à ce stade, vous ont paru prioritaires à examiner ?

En nous appuyant, d'une part, sur la grande expérience des personnalités qui composent le Haut-Commissariat de la République et sur la base de nos observations et connaissances de notre environnement ; et, d'autre part, sur l'écoute de nos concitoyens d'ici et d'ailleurs, nous avons accordé, évidemment, un intérêt tout particulier aux préoccupations quotidiennes des populations. Nous avons tout d'abord focalisé notre attention sur celles dont les solutions connues ou esquissées, voire définitivement abandonnées, n'ont pas été efficacement mises en œuvre et qui continuent ainsi à compromettre le vécu quotidien de nos compatriotes. Concernant les sujets prioritaires à proprement parler, ils pourraient paraître nombreux, au regard des attentes légitimes de nos compatriotes. Mais, pour l'essentiel, nous citerons la problématique des pensions retraitées, la cherté du coût de la vie, les difficultés continues de la Cnamgs, le réseau routier, notamment sur la Nationale 1, la modernisation des plateaux techniques des hôpitaux publics, l'éducation (universités et écoles), l'emploi pour les jeunes, l'eau et l'électricité, les voiries urbaines, etc.

Comment entendez-vous travailler avec la diaspora gabonaise si tant est qu'elle a un rôle à jouer dans votre action ?

Comme avec toutes les autres composantes de la nation gabonaise, nous travaillerons bien entendu avec tous nos compatriotes qui, d'une manière ou d'une autre, constituent des forces de proposition pour le développement de notre pays commun. Leur savoir-être, de même que leurs expériences accumulées hors du Gabon, leur vision du développement de notre pays constituent des atouts qui ne sauraient être négligés. De ce fait, via tous les canaux possibles de communication et en tant que de besoin, des échanges seront entretenus avec nos compatriotes disséminés dans tous

les continents, avec pour seul leitmotiv "Gabon d'abord". Comment en serait-il autrement, nul n'ayant le monopole de la clairvoyance ou de la pertinence ?

Monsieur le Haut-Commissaire, quelle lecture faites-vous du climat sociopolitique qui prévaut actuellement dans notre pays ?

L'analyse du climat actuel commande lucidité et objectivité. En peu de mots, comme en mille, il est loin d'être celui que nous souhaitons tous. Par devers tout, son amélioration dépend indubitablement de la volonté des Gabonais. Quels que peuvent être les moyens de résolution des tensions qui existent dans notre pays, ceci ne pourra se faire que dans l'unité nationale, dans la justice sociale et la légalité républicaine, comme le prescrit notre Constitution. Le dialogue entre tous, l'échange et le renforcement des valeurs communes s'imposent comme l'un des paramètres essentiels du progrès à long terme. Faire en sorte d'œuvrer pour tous, de rassurer les citoyens sur la transparence et le bon déroulement des élections, accélérer la transformation du pays, sont des voies consensuelles de progrès connues de tous.

Pour finir, le vivre-ensemble est un thème qui vous est cher. En quoi va consister votre démarche en vue de sa préservation dans un contexte préélectoral souvent sujet à des tensions ?

Le vivre-ensemble, comme vous le dites si bien, est un thème qui me tient à cœur, sa culture vise à l'acceptation des différences, l'ouverture à l'autre, l'écoute, le respect et l'estime en partage et bien d'autres valeurs additionnées les unes aux autres sont au fondement de la liberté, la justice et l'égalité. Il n'y a point de paix et de cohésion dans une nation sans elles. Pour autant, toutes ces valeurs qui ont pour dénominateur commun le vivre-ensemble ne sont pas méconnues des Gabonais, elles peuvent être une quête pour certains, bien évidemment, mais pour d'autres elles nécessitent essentiellement d'être renforcées. Aussi, en cette période préélectorale, pensons-nous assurément que le débat démocratique permanent et apaisé, dans le respect de toutes les composantes de la Nation gabonaise, est une voie parmi tant d'autres de préservation des tensions. À ce titre, notre mission au sein du HCR inclut aussi de promouvoir ces valeurs, de proposer à les renforcer par des textes réglementaires et susciter des campagnes de sensibilisation portées par tous les acteurs de notre espace de vie.